

La Diaspora Mauritanienne a largement fait l'écho des frustrations du peuple mauritanien en exposant le système politico-militaire-raciste au pouvoir et sa machine répressive à l'Assemblée Générale de l'ONU. Le rassemblement a été massif. Les gens sont venus en masse de Philadelphie, en Pennsylvanie ; Columbus, OH ; Cincinnati, OH, Paterson, NJ ; Syracuse, NY ; Albany, NY ; Hartford, CT et New York, NY.

Au nom du Comité d'Organisation, nous remercions du fond du cœur ceux qui ont participé au rassemblement. Nous vous sommes reconnaissants de votre participation active. Et nous vous félicitons pour votre engagement indéfectible en faveur de la justice et de la liberté en Mauritanie.

Le Comité d'Organisation

La Diaspora Mauritanienne pour les Droits de l'Homme Tire la Sonnette d'Alarme à la 80^e Session de l'Assemblée Générale de l'ONU

Du 22 au 30 septembre 2025 se tiendra la 80^e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Le thème « Mieux ensemble : 80 ans et plus pour la paix, le développement et les droits de l'homme tire la sonnette d'alarme sur les défis à venir. Les droits de l'homme, condition sine qua non de la paix et du développement, sont en danger dans le monde entier. La Mauritanie, le dernier pays à avoir aboli l'esclavage, ne fait pas exception.

À cette occasion, la Diaspora Mauritanienne tire la sonnette d'alarme sur les décennies de violations flagrantes des droits de l'homme dont les citoyens sont victimes de la part de leur gouvernement.

Depuis 1986, les gouvernements successifs se sont livrés à des violations généralisées des droits de l'homme contre les Mauritaniens noirs, notamment l'esclavage, les meurtres, les déportations de masse, la discrimination raciale, l'expropriation des terres, déni de citoyenneté, et bien d'autres.

Au temps fort de la répression de 1989 à 1991, plus de 60 000 Mauritaniens noirs ont été déportés vers le Sénégal et le Mali. Ces Mauritaniens innocents vivent toujours dans des camps de réfugiés dans ces pays. Pour aggraver cette situation, en 1990-1991, plus de 500 soldats et officiers noirs ont été arrêtés arbitrairement et assassinés alors qu'ils étaient détenus par l'État. De plus, au cours de cette période, un nombre incalculable de citoyens noirs innocents ont été assassinés à travers le pays.

Ces violations incessantes des droits de l'homme à caractère racial prennent de nombreuses formes. Les terres des fermiers noirs continuent d'être expropriées. En 2011, le gouvernement a introduit un enregistrement civil biométrique pour enregistrer de manière fiable ses citoyens. Malheureusement, cela s'est transformé en un terrible instrument de discrimination, qui a laissé des milliers de Mauritaniens sans citoyenneté. L'oppression culturelle et politique est une partie intégrante de la stratégie de l'État visant à effacer l'identité noire en Mauritanie, tout en niant les droits politiques des dirigeants de l'opposition, et étouffant la liberté d'assemblée et d'expression.

Il est choquant de constater que l'impunité est la règle. Non seulement les auteurs de ces crimes sont protégés contre les poursuites, mais ils sont souvent promus. C'est le cas de l'actuel Président de l'Assemblée Nationale, qui fait l'objet de graves allégations de crimes contre l'humanité. Avec lui aux commandes, il n'y a aucun espoir de justice pour les victimes.

En outre, les cas de violences policières sont bien documentés. Le meurtre de cinq jeunes militants à Kaedi pendant la crise postélectorale en juillet 2024 en est un exemple. Pas plus tard que le 15 septembre 2025, la police a sauvagement attaqué les membres de l'IRA venus accueillir leur leader, Président Biram Dah Abeid de retour de Paris. Comme d'habitude, ces auteurs restent impunis.

Malgré les recommandations du Conseil des Droits de l'homme de l'ONU, le gouvernement mauritanien a systématiquement refusé de respecter ses obligations internationales. Saisissant la 80^e Session de l'ONU, nous exhortons la communauté internationale à exercer des pressions sur la Mauritanie sur cette question. Pour remédier à la situation, nous demandons au le Président Ghazouani et à son gouvernement de :

Libérer immédiatement tous les détenus politiques, mettre fin aux arrestations arbitraires et aux détentions abusives.

- Abdoulaye Ba
- Youssouph Kamara
- Mohamed Daoud Boushab
- Seydina Ali Mohamed Khouna
- Mohamed Lamine Seck

Respecter le droit des victimes à la justice, et abroger l'amnistie de 1993, loi n° 93-23 du 14 juin 1993.

Organiser avec diligence le retour digne et juste des réfugiés mauritaniens au Sénégal et au Mali.

Adopter des politiques efficaces pour éradiquer toutes les formes d'esclavage et mettre fin à la violence contre les militants.

Protéger la citoyenneté de tous les Mauritaniens et veiller à ce qu'ils soient tous traités de manière égale.

Le Comité d'Organisation, New York, le 23 septembre 2025

Contact : Phone : (347)6834204 ; Email : bek.tange@gmail.com









Justice for All

- Respect the autonomy of the Sahel
- End the military occupation of Mauritania
- Refugees must return home
- Stop the discriminatory registration
- Stop the securitization of land
- End the former colonialism

President Ghazouani Bring Refugees Home Now

No to the Political Oppression

- Stop the discrimination against political parties.
- Stop the political repression
- All political parties must be legalized without any form of discrimination.

Meguett WIDOWS & ORPHANS WILL NEVER FORGET YOUR CRIMES

Stop the Political Repression against the Political Parties

Yousouph Kamara
Abdoulaye Ba
Seydina Ali Mohamed Khouna
Mohamed David Braichab
Mohamed Lamine Sack

Justice for the Victims of Kaedi

19th September 2023

Mauritania: Dignity in America

of Slavery in Mauritania







